

Réforme

HEBDOMADAIRE PROTESTANT D'INFORMATION GÉNÉRALE

— Nouvelle-Calédonie —

Libre propos

Décolonisation inédite au secours d'une colonie

Les accords de Matignon ont mis un terme aux actes de violence en Nouvelle-Calédonie. Mais sont-ils capables de contenir longtemps encore la contestation indépendantiste ?

L EST VRAI que les accords de Matignon ont interrompu un cycle de violences qui prenait une tournure suicidaire pour le peuple canaque (en même temps qu'il s'avérait dangereux pour l'avenir de la présence européenne dans l'archipel, et avilissant pour la France). L'existence de la société autochtone, son identité culturelle et ses droits particuliers en matière foncière ont été officiellement reconnus, ainsi que la légitimité de la revendication nationaliste. L'étau militaire a été desserré. La plupart des indépendantistes inculpés ont été amnistiés. Il fut admis que la communauté mélanésienne, principale victime des déséquilibres produits par la colonisation, devrait être la première à bénéficier d'une politique volontariste visant à un développement harmonieux du Territoire. Certaines pratiques discriminatoires jugées particulièrement scandaleuses furent supprimées — en matière d'ordre social et de justice, par exemple ; et des mesures ont été prises pour remédier à plusieurs formes d'inégalités parmi les plus criantes — notamment dans les domaines de la formation et de l'accès aux responsabilités. Enfin, dans deux provinces sur trois, le pouvoir est revenu aux Mélanésiens, et l'Etat met à leur disposition des moyens d'intervention qui ne sont pas négligeables. Mais pour importantes qu'elles soient, ces constatations ne sauraient tenir lieu d'analyse en ce qui concerne les déterminations majeures de l'évolution en cours.

du Nord, peu préparées à les rentabiliser, et dont l'environnement est aussi massivement dominé par le capital privé. Sans doute profiteront-ils plus, en fin de compte, aux structures sous contrôle européen, qui les draineront par le biais des entreprises et du marché, qu'aux secteurs auxquels ils sont destinés. On sait en effet que la principale activité économique du Territoire consiste, depuis des années, à transformer les transferts publics en capitaux privés, qui sont ensuite placés en métropole ou à l'étranger. Quant aux microréalizations dont les milieux nationalistes (et certaines organisations non gouvernementales) attendent beaucoup, il importe de bien réaliser qu'elles ont plus de vertus pédagogiques que de capacités offensives face aux formes solidement établies du capitalisme colonial, et qu'elles ne sauraient donc fonder une solution alternative viable dans le contexte actuel. Croire à la possibilité d'un développement parallèle revient, paradoxalement, à cautionner la politique dictée par la raison d'Etat et les intérêts dominants. En l'absence de réformes radicales, qui devraient notamment porter sur les revenus et la fiscalité, le crédit, les importations et les marges commerciales, l'exploitation des richesses minières, la valeur du franc CFP et la circulation des capitaux,

cée par le clientélisme et la corruption qu'engendrent les transferts financiers, n'autorise guère à imaginer un accroissement du stock actuel des 80 % d'indépendantistes mélanésiens, ou le revirement massif de quelques autres groupes ethniques en faveur de l'indépendance.

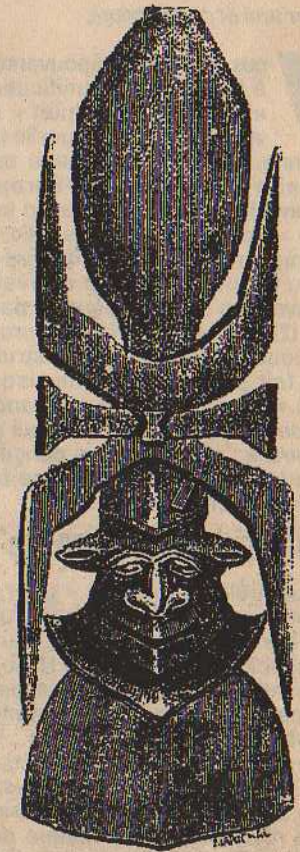
Le referendum dit d'autodétermination qui se prépare ressemble donc étrangement à celui qui a été organisé par un gouvernement de droite en 1987 ; la règle de base de la démocratie : *Un homme, une voix*, doit une nouvelle fois servir à reproduire et à légitimer une situation coloniale. La substitution d'une obligation de résidence de dix ans à celle de trois ans antérieurement en vigueur ne modifie en rien la nature de la colonial-démocratie établie. Comme précédemment, l'Etat s'apprête à bafouer un droit fondamental, inaliénable, et internationalement reconnu : le droit des peuples colonisés à déterminer eux-mêmes l'avenir politique de leur pays, à l'abri de toute ingérence des populations venues de l'extérieur (Résolution n° 1514 (XV) de l'ONU, du 14 décembre 1960). Certains nationalistes canaques se montrent aujourd'hui d'autant plus attentifs à ce problème que le découpage du champ électoral et les règles de la représentation donnent déjà un avantage très appréciable aux parti-

Sous couvert de démocratisation, c'est l'intégration des Mélanésiens qui est recherchée, aussi bien par le biais de l'école que par les médias. Les normes qui commandent l'ascension sociale demeurent celles de l'identité française, pour les Canaques qui refusent cette identité comme pour tout le monde. La reconnaissance formelle des spécificités culturelles indigènes, très limitée en pratique, n'a guère d'autre utilité que celle de désamorcer les revendications identitaires par des concessions sans grande portée, quand ce n'est pas d'entretenir des handicaps dans les communautés dominées.

Cette analyse des contraintes qui pèsent sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie ne devrait surprendre personne. C'est en termes clairs que les hautes instances de l'Etat ont énoncé l'objectif ultime des accords de Matignon : décoloniser le Territoire dans le cadre des institutions de la République, sans transfert de souveraineté. La politique mise en œuvre est tout à fait conforme à ce projet. Concrètement, elle consiste à tenter de prolonger la mainmise de la métropole sur cette possession française du Pacifique, en lui trouvant des formes plus acceptables que celles du colonialisme anachronique qui a prévalu jusqu'à récemment.

Mais imposés aux dirigeants indé-

des forces de contestation beaucoup plus radicales que les formations nationalistes de ces dernières années. Le calme actuel ne doit nourrir aucune illusion. Quels que soient la masse d'argent déversée sur le



LE POIDS DU SUD

Le rééquilibrage économique du Territoire, objectif prioritaire des accords de Matignon, se révèle aujourd'hui impossible dans le cadre des structures en place. Pour les nationalistes canaques, il ne s'agissait pas seulement d'une obligation de stricte et élémentaire justice, mais d'un programme devant leur offrir la possibilité d'investir le champ économique pour mieux asseoir leur projet d'indépendance. Or, les provinces mélanésiennes, le Nord et les Iles, se trouvent de fait condamnées à végéter dans la dépendance de la province du Sud à forte majorité blanche, qui regroupe plus des deux tiers de la population totale du Territoire, au moins les neuf dixièmes des cadres, et monopolise quasiment toutes les richesses disponibles de l'archipel. La bourgeoisie européenne, qui cumule depuis des décennies les affaires et le pouvoir, ne pouvait être plus richement dotée : directement ou indirectement, elle contrôle la ville de Nouméa, symbole et lieu de reproduction de son hégémonie, la métallurgie du nickel qui fournit la presque totalité des exportations de l'Ile, la production électrique indispensable à cette industrie, d'importants gisements miniers, l'essentiel des infrastructures touristiques, le seul aéroport équipé pour le trafic international, l'unique port en eaux profondes qui soit opérationnel et les plus vastes plaines agricoles du Territoire. Avec un savoir-faire acquis de longue date, cette bourgeoisie tire le meilleur parti de ces atouts : l'économie de comptoir et les opérations spéculatives sont florissantes.

Quels que soient le volume des crédits mobilisés par l'Etat et les délais envisagés, les différences de potentiel humain et économique entre le Sud et les deux autres provinces sont telles au départ qu'il est parfaitement illusoire de croire à la possibilité d'un rattrapage à la faveur de la politique en cours. Les investissements publics ne peuvent avoir qu'un impact faible dans les régions

sans compter le foncier, c'est un système de développement séparé qui s'instaure. Au cours des dix années de répit accordées aux forces conservatrices, le Sud s'emploiera à pérenniser les privilèges dont il jouit, tandis que les transferts métropolitains ne pourront qu'adoucir et plus ou moins occulter la pauvreté chronique que connaissent les provinces mélanésiennes. A terme, ces régions ont vocation à devenir des sortes de Kanakstans, nouvelles formes de réserves régies par les illusions d'un développement autonome et d'une authenticité culturelle spécifique, et réservoirs de main-d'œuvre bon marché pour le capitalisme colonial de la province blanche. En cas de nouvelle insurrection canaque, la partition du Territoire s'offrirait comme une solution toute préparée par les accords.

UN AUTRE LEURRE

A mesure que se dissipe le mirage d'une indépendance à conquérir par le biais de la maîtrise économique, il devient manifeste que le projet d'autodétermination défini par les accords de Matignon ne constitue qu'un autre leurre pour le mouvement nationaliste. Contrairement aux prévisions qui furent avancées lors de la négociation de ces accords, tout porte aujourd'hui à pronostiquer que le corps électoral qui sera appelé à fixer définitivement le sort de l'archipel en 1998 restera dominé par la population européenne et ses alliés politiques. Même si l'Etat impose une révision rigoureuse des listes électorales et s'il procède à une réduction significative des fonctionnaires du cadre métropolitain susceptibles de participer au scrutin, la communauté mélanésienne n'a pratiquement aucune chance de rassembler une majorité favorable à l'indépendance vers la fin de la décennie. En extrapolant les données du dernier recensement, il apparaît probable que cette ethnie n'atteindra alors que tout juste la majorité démographique, avec une proportion élevée de jeunes non encore électeurs. Or, l'évolution générale du Territoire, fortement influen-

sans du maintien de la souveraineté française (suprématie à Nouméa et majorité absolue au Congrès) et que, dans le sillage de son passé de colonie de peuplement, la Nouvelle-Calédonie blanche cherche de nouveau à favoriser l'immigration pour accroître son potentiel économique et électoral.

UN AVENIR PÉRILLEUX

Force est de constater qu'au plan politique comme au plan économique, le dispositif mis en place par les accords de Matignon est bien verrouillé. On pourrait montrer qu'il l'est également en matière culturelle.

Témoignage

Lettre roumaine

DIEU A ÉTÉ AVEC NOUS. L'exécution du tyran, le 25 décembre, nous l'a signifié. Nous sommes sortis d'un cauchemar devenu notre réalité quotidienne et insupportable. La mort ne nous faisait plus peur. Nous savions tout ce qui nous attendait. Mais les atrocités ont dépassé l'imaginable. Notre « légende de la Révolution » est une tragédie, qu'un Michelet aurait racontée avec des larmes (1).

Nous avons le premier cimetière au monde d'enfants massacrés. Nous avons perdu cinq cent mille volumes dans l'incendie de la seule Bibliothèque nationale. Dans la Galerie nationale, mise à feu par les mêmes Barbares, des œuvres irremplaçables ont péri. La vengeance du régime aux abois s'est exercée contre tout ce que notre peuple possédait de plus saint. Déjà, depuis des années, églises et monuments avaient été réduits en poussière.

La dictature croyait avoir anéanti toute force d'opposition, comme si notre âme était morte. On ne s'imaginait pas que les enfants de douze à

pendantistes sous la menace explicite d'un maintien du statut Pons, les accords de Matignon n'ont représenté, pour la plupart des militants canaques, qu'un nouveau coup de force de l'Etat, en contradiction avec les promesses antérieurement faites par la Gauche. Le miracle dont on a tant parlé n'a pas eu lieu. Le problème de la décolonisation de la Nouvelle-Calédonie demeure entier, et il est à craindre qu'il sera à l'avenir encore plus difficile à résoudre que dans le passé. Le risque est grand de voir se constituer, face à une coalition coloniale renforcée et à une petite bourgeoisie indigène piégée par la générosité intéressée de la France,

Territoire et le dévouement de ces Mélanésiens que bien des indépendantistes appellent déjà des collaborateurs, la présence française reste perçue comme une occupation coloniale.

Jean-Marie KOHLER

● **Jean-Marie Kohler** : sociologue, mène depuis près de trente ans des recherches sur le développement en Afrique, dans l'Océan Indien et dans le Pacifique. Il a séjourné en Nouvelle-Calédonie de 1977 à 1987 et a produit de nombreuses études sur ce Territoire.

dix-sept ans, que les étudiants, que les mères avec leurs nourrissons dans les bras, que les ouvriers, que tout un peuple désarmé descendrait dans la rue pour affronter, les mains nues, ceux qu'on appelle à présent les « terroristes ». Tous ces gens étaient affamés. Mais personne n'a songé à réclamer du pain. La misère était si générale, si profonde qu'il n'était même plus question d'y porter remède. L'essentiel était de recouvrer la liberté !

La liberté, les Français le savent, est à gagner, non à recevoir. Et le prix, de sang, à payer devant l'Histoire est élevé. Vous avez assisté, « en direct », à la révolution. Votre solidarité, votre fraternité, ont énormément compté pour nous. On nous dit que nous avons « retrouvé » l'Europe. Mais nous n'avions pas cessé d'y vivre, même quand les Grands décernaient à nos tyrans diplômes, titres et décorations. Comment exprimer la douleur que nous ressentions chaque fois qu'on écrivait à l'Ouest que les Roumains avaient perdu le goût de la liberté et le sens de la démocratie ?

Humiliés chez nous par la tyrannie, nous l'étions par la presse à travers le Vieux Continent.

Maintenant l'assistance des Français nous réchauffe le cœur. Nous sommes heureux de ne pas être seuls. Notre histoire, si souvent ensanglantée, s'est répétée : il a fallu, une fois de plus, racheter par le sang liberté et démocratie. Et Dieu, encore une fois, nous a permis de vaincre la tyrannie, une tyrannie d'une sauvagerie sans précédent. Dieu n'est ni orthodoxe ni catholique. Il est au-dessus de tout. Il est Dieu. C'est Lui qui conduit et conduira toujours notre destinée.

Victoria Ana TAUSAN
poète, auteur d'essais littéraires
et de traductions

1. Dans ses *Légendes démocratiques (1854)*, Michelet avait consacré plusieurs chapitres à la révolution roumaine de 1848 et à son héroïne, Maria Rosetti. Cet hommage n'a pas été oublié en Roumanie.